

## II. — Les monopoles avaient besoin d'un pouvoir fort

Mais tous ces progrès incontestables ne sont qu'un début. Ils s'accomplissaient dans un pays très retardataire par rapport aux autres grands pays de l'Europe occidentale : poids plus grand des classes moyennes, de la petite propriété terrienne, de la production artisanale, de la distribution boutiquière.

L'exemple qui le montre le mieux est celui de la sidérurgie modernisée de l'Est dont les fabrications, si les usines tournent à plein, ne peuvent être absorbées par les demandes du marché intérieur : 30 % de leur production sont exportées.

Un grand nombre de secteurs retardataires résistaient, efficacement sous la IV<sup>e</sup> République au processus de modernisation. Les débats de l'Assemblée nationale n'étaient qu'un reflet de cette situation réelle où les députés, groupés en lobbies, menaient des combats qui gênaient la politique du grand capital inquiet, d'autre part, par la présence de plus de 150 députés communistes.

C'est pourquoi le grand capital monopoliste était à la recherche d'un pouvoir fort, d'un gouvernement stable en vue de poursuivre la modernisation et la concentration économiques et industrielles rendues *plus urgentes encore par la perspective de l'entrée dans le Marché Commun*. La V<sup>e</sup> République est cet instrument politique avec lequel le grand capital pense pouvoir mener à bien les tâches qu'il poursuit depuis quelques années déjà.

La V<sup>e</sup> République est en effet ce régime fort qui, avec la présence de de Gaulle, peut tenir en respect les colons algériens ; c'est bien ce pouvoir fort, au-dessus du Parlement, lieu traditionnel où les différentes tendances bourgeoises se livraient bataille, et où également les revendications ouvrières et paysannes trouvaient parfois un écho.

Cette V<sup>e</sup> République est bien ce qui convient le mieux à l'heure actuelle au grand capital monopoliste.

Depuis le référendum de 1958, le gouvernement de Gaulle-Debré a gouverné contre la classe ouvrière, les paysans et les classes moyennes. Par le blocage des salaires les travailleurs des villes ont vu depuis dix-huit mois leur pouvoir d'achat baisser d'environ 10 % ; les paysans, petits et moyens, n'ont pas été à meilleure enseigne ; par l'abolition de l'indexation des prix des produits agricoles sur les prix industriels, les statisticiens apprécient à plus de 15 % la diminution des revenus à la campagne. La répartition des investissements montre également que le régime veut faire payer aux classes laborieuses les frais de ces opérations de modernisation. « Les investissements publics furent grossièrement pour soutenir l'activité économique et les crédits de paiement accrus de 239 milliards. Les économies portèrent sur les *subventions économiques et sociales*, qui furent réduites de 72 milliards par rapport à 1958 ». (*Le Monde*, 27 décembre 1959).

## III. — Les succès économiques du régime

A la suite de la dévaluation de 17 % par rapport aux monnaies étrangères, intervenue à la fin de l'année 1958, de nombreux observateurs pronostiquaient une inflation galopante. Il ne manquait pas non plus d'économistes chevronnés pour prédire l'extension du chômage, l'approfondissement de la récession.

En réalité la hausse des prix a été maintenue à un niveau permettant de développer les exportations qui n'ont jamais été aussi florissantes depuis longtemps.

Exportations	1958	1959
	En milliards de francs	
Vers l'étranger	1.214,8	1.691,5
vers la zone franc	714,9	792,7

(*Le Monde*, 27-12-59).

« Le commerce extérieur s'est amélioré plus vite encore qu'on ne l'aurait espéré » (ibidem).

D'autre part la récession a été peu profonde, encore plus courte. On constate une reprise progressive de l'activité depuis plusieurs mois. « A partir de mai l'indice de la production industrielle rejoignait le niveau de 1958. En octobre il était supérieur de 7 % à celui d'octobre 1958 » (*Le Monde*, 27-28 décembre). Le chômage partiel a presque disparu et la durée moyenne de travail s'est allongée.

Ainsi si l'on compare la situation économique du début de la précédente année à celle du début de 1960, on ne peut que constater que de Gaulle et son gouvernement ont réussi incontestablement une série d'opérations beaucoup plus facilement qu'on s'y attendait généralement. A ces réussites, il convient d'en ajouter d'autres qui viennent les compléter. Elles ont nom : assainissement des finances publiques, élargissement au crédit, reconstitution des réserves d'échange. Et pour terminer, méditons ce gros titre du *Monde* dans son numéro du 27 décembre 1959 : ANNEE FASTE POUR LA BOURSE.

## IV. — Ce qui resté à faire

S'il est imprudent de contester les succès du régime, il le serait tout autant de ne plus voir les ombres au tableau. De Gaulle a, sans doute, réussi un certain nombre d'opérations économiques qui ne permettent plus, en parlant de la France, d'en rester tout à fait à la formule de « l'homme malade de l'Europe ». Sans doute le capitalisme français pourvu actuellement d'un pouvoir fort, que le mouvement des masses n'est pas en mesure de mettre, hélas ! dans l'immédiat, sérieusement en difficulté, dispose-t-il d'un instrument désormais plus efficace que la République parlementaire. *Mais ce qui reste à faire est encore plus important que ce qui a été fait.*

Le capitalisme français revient de loin, il a un important retard à rattrapper. Tout dernièrement encore, le parc des machines-outils avait en France une moyenne d'âge de 22 ans, pour 4 à 5 ans aux Etats-Unis, et 8 ou 9 ans à la Grande-Bretagne. La poussée démographique depuis la guerre est importante, mais jusqu'ici encore, la pyramide des âges ne correspond pas aux nécessités de l'évolution dynamique de la production. Le montant total (privés et d'Etat) des investissements s'élève à 4.000 milliards, alors que les statisticiens ont calculé qu'au moins 7.000 milliards seraient nécessaires, annuellement, en ce moment.

« Le Monde » dans son numéro du 27-28 décembre, que nous avons cité abondamment plus haut, pouvait écrire : « Partout des groupes d'intérêts se sont entourés de remparts contre les progrès... Un Comité a été créé pour préparer la libération intérieure. »

C'est qu'il existe des problèmes qui n'ont pas encore reçu de commencement de solutions.

D'abord, en premier lieu, la disparité économique entre la France du Nord-Est et la France du Sud-Ouest s'est plutôt accentuée. La mise à la disposition de l'industrie française de nouvelles sources d'énergie, comme celles du gaz de Lacq, ne profitera pas à la région, mais à l'agglomération parisienne où est acheminé le gaz. Les implantations de nouvelles usines dans les régions déshéritées sont très réduites. La reconver-